

**Centre
de services scolaire
de l'Or-et-des-Bois**

Québec 

RAPPORT FINANCIER

2020-2021

Service des ressources financières

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de la direction	1
État des résultats	2
État de l'excédent (déficit) accumulé	3
État de la situation financière	4
État des flux de trésorerie	5
Actifs financiers nets (dette nette) exempts d'un financement du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) ou d'un autre partenaire	6
Notes complémentaires au rapport financier	7

LISTE DES ANNEXES

- Annexe A : Ventilation des revenus
- Annexe B : Ventilation des charges
Sommaire des charges par nature
- Annexe C : Ventilation des surplus (déficits)

Rapport de la direction

Les états financiers de Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois pour l'exercice clos le 30 juin 2021 ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport financier concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne, conçus pour fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La direction de Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois reconnaît qu'elle est responsable de gérer les affaires du centre de services scolaire conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification.

MNP S.E.N.C.R.L./s.r.l., auditeurs indépendants nommés par la direction, ont procédé à l'audit des états financiers de Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et le rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. La firme MNP S.E.N.C.R.L./s.r.l. peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Directeur général

Directrice des ressources financières

Lieu : Val-d'Or

Date : 5 novembre 2021

État des résultats

Exercice terminé le 30 juin 2021

	Budget	Résultats réels	
	2021	2021	2020
	\$	\$	\$
REVENUS (Annexe A)			(redressé)
Subventions de fonctionnement du MEQ	81 423 980	81 636 462	80 286 090
Autres subventions et contributions	111 000	171 206	127 853
Taxe scolaire	3 047 856	3 086 680	3 413 102
Droits de scolarité et droits chargés relatifs à un cours	1 299 475	1 562 669	1 060 122
Ventes de biens et services	5 107 344	3 777 070	3 763 609
Revenus divers	688 292	595 274	565 695
Amortissement de la subvention d'investissement reportée	55 199	4 664 353	35 853
Total des revenus	91 733 146	95 493 714	89 252 324
CHARGES (Annexe B)			
Activités d'enseignement et de formation	41 472 556	43 602 245	42 416 649
Activités de soutien à l'enseignement et à la formation	26 217 317	21 733 918	21 321 214
Services d'appoint	7 414 273	7 817 377	7 252 458
Activités administratives	4 546 972	4 873 139	4 146 079
Activités relatives aux biens meubles et immeubles	11 575 758	13 166 510	11 119 326
Activités connexes	2 721 520	6 438 932	2 409 882
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	-	-	56 342
Variation de la provision pour avantages sociaux	20 000	(417 522)	415 875
Total des charges	93 968 396	97 214 599	89 137 825
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE (Annexe C)	(2 235 250)	(1 720 885)	114 499

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante du rapport financier.

État de l'excédent (déficit) accumulé

Exercice terminé le 30 juin 2021

	Budget	Résultats réels	
	2021	2021	2020
	\$	\$	\$
			(redressé)
Excédent accumulé au début	18 559 355	18 633 232	18 518 733
Redressement avec retraitement des exercices antérieurs (note 3)	--	(73 877)	(73 877)
Excédent (déficit) de l'exercice	(2 235 250)	(1 720 885)	114 499
Excédent accumulé à la fin	16 324 105	16 838 470	18 559 355

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante du rapport financier.

État de la situation financière

Au 30 juin 2021

	2021	2020
	\$	\$
ACTIFS FINANCIERS		(redressé)
Encaisse	1 471 696	831 294
Subventions de fonctionnement à recevoir (note 4)	5 857 846	9 722 467
Subventions d'investissement à recevoir	85 268 054	78 287 377
Taxe scolaire à recevoir	32 240	123 146
Débiteurs	2 088 585	1 674 891
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS	94 718 421	90 639 175
PASSIFS		
Emprunts temporaires (note 5)	7 098 895	10 498 349
Créditeurs, frais courus et autres passifs (note 6)	18 825 715	11 207 798
Subvention d'investissement reportée	79 383 140	70 582 947
Revenus perçus d'avance (note 7)	445 784	465 231
Provision pour avantages sociaux futurs (note 8)	2 935 514	3 353 036
Dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention (note 9)	76 652 782	68 317 669
TOTAL DES PASSIFS	185 341 830	164 425 030
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	(90 623 409)	(73 785 855)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 10)	107 288 816	92 168 033
Charges payées d'avance	173 063	177 177
TOTAL DES ACTIFS NON FINANCIERS	107 461 879	92 345 210
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	16 838 470	18 559 355

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante du rapport financier.

État des flux de trésorerie

Exercice terminé le 30 juin 2021

	2021 \$	2020 \$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		(redressé)
Excédent (déficit) de l'exercice	(1 720 885)	114 499
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Provision pour avantages sociaux futurs	(417 522)	415 875
Charges payées d'avance	4 115	(163 829)
Amortissement de la subvention d'investissement reportée	1 089 251	681 393
Amortissement des frais reportés liés aux dettes	51 113	50 949
Amortissement et réduction de valeur des immobilisations corporelles	5 710 942	5 042 130
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	-	56 342
Variation des actifs financiers et passifs reliés au fonctionnement	11 870 568	4 022 067
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT	16 587 582	10 219 426
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATION		
Sorties de fonds pour l'acquisition d'immobilisations corporelles	(20 831 726)	(8 514 736)
	-	435
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	(20 831 726)	(8 514 301)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Produits provenant de l'émission de dettes faisant l'objet d'une promesse de subvention	13 700 000	7 649 491
Remboursement de dettes faisant l'objet d'une promesse de subvention	(5 416 000)	(5 330 000)
Produits provenant de l'émission d'emprunts temporaires non liés aux immobilisations	(3 399 454)	(3 595 542)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	4 884 546	(1 276 051)
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE	640 402	429 074
Trésorerie au début de l'exercice	831 294	402 220
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	1 471 696	831 294

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante du rapport financier.

Actifs financiers nets (dette nette) exempts d'un financement du MEQ ou d'un autre partenaire

Au 30 juin 2021

	2021 \$	2020 \$
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)	(90 623 409)	(redressé) (73 785 855)
Actifs financiers financés par le MEQ ou un autre partenaire		
Subventions à recevoir - Financement	-	2 039 017
Subventions d'investissement à recevoir	85 268 054	78 287 377
Total des actifs financiers financés par le MEQ	85 268 054	80 326 394
Passifs financés par le MEQ ou un autre partenaire		
Solde des allocations d'investissement à financer à long terme	8 261 223	9 638 377
Provision pour avantages sociaux futurs financée par le MEQ	-	2 039 017
Dettes à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention	76 652 782	68 317 669
Total des passifs financés par le MEES	84 914 005	79 995 063
Revenus reportés affectés aux immobilisations corporelles		
Subvention d'investissement reportée	79 383 140	70 582 947
Total des revenus reportés affectés aux immobilisations corporelles	79 383 140	70 582 947
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) EXEMPTS D'UN FINANCEMENT DU MEQ OU D'UN AUTRE PARTENAIRE	(11 594 318)	(3 534 238)

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante du rapport financier.

Notes complémentaires au rapport financier

Exercice terminé le 30 juin 2021

1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

Le Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois (le « Centre de services scolaire ») est constitué en vertu du décret 1014-97 du 13 août 1997. Le Centre de services scolaire a pour mission d'organiser, au bénéfice des personnes relevant de sa compétence, les services éducatifs prévus par la *Loi sur l'instruction publique* et par les régimes pédagogiques établis par le gouvernement du Québec.

Le Centre de services scolaire a également pour mission de promouvoir et valoriser l'éducation publique sur son territoire, de veiller à la qualité des services éducatifs et à la réussite des élèves en vue de l'atteinte d'un plus haut niveau de scolarisation et de qualification de la population et de contribuer dans la mesure prévue par la *Loi sur l'instruction publique* au développement social, culturel et économique de sa région.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Référentiel comptable

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

Estimations comptables

La préparation des états financiers du Centre de services scolaire, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celui-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations, les frais courus à payer, la provision pour avantages sociaux futurs, la provision pour le régime rétrospectif de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) et le passif au titre des sites contaminés. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Notes complémentaires au rapport financier (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2021

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse, des découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible et des placements dont l'échéance n'excède pas trois mois suivant la date d'acquisition et des placements rachetables ou facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative. Ces placements sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de marché.

Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés initialement au coût et ramenés à la valeur de recouvrement nette au moyen d'une provision pour créances douteuses. La variation de la période de cette provision est constatée aux résultats du poste « Activités connexes ».

Stocks destinés à la vente

Les stocks destinés à la vente sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Passifs

Régime d'avantages complémentaires à la retraite

Les membres du personnel du Centre de services scolaire participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des enseignants (RRE) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Les cotisations de la période du Centre de services scolaire envers ces régimes gouvernementaux de même que les prestations sont assumées par le gouvernement du Québec et ne sont pas présentées aux états financiers.

Provision pour avantages sociaux

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie monnayables du personnel enseignant ainsi que les obligations à court terme découlant des autres congés de maladie, des vacances, des heures supplémentaires accumulées, de l'assurance traitement et des autres congés sociaux (maternité, paternité) gagnés par les employés du Centre de services scolaire sont comptabilisées au coût à titre de passif. La variation de la période de la provision est constatée aux résultats au poste « Charges liées à la variation de la provision pour avantages sociaux ».

Notes complémentaires au rapport financier (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2021

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Dettes à long terme

Les dettes à long terme sont comptabilisées au montant encaissé au moment de l'émission, ajustées de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance.

Les frais d'émission liés aux dettes sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus dans le solde des dettes à long terme.

Passif au titre des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de sites contaminés sous la responsabilité du Centre de services scolaire, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif au titre des sites contaminés lorsque les critères suivants sont satisfaits :

1. la contamination dépasse la norme environnementale;
2. il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés; et
3. il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif au titre des sites contaminés comprend les coûts estimatifs directement attribuables aux activités d'assainissement des sites contaminés. Le Centre de services scolaire a utilisé différentes méthodes pour estimer les coûts de réhabilitation et de gestion dont des études de caractérisation ou des analyses comparatives. Pour chaque site contaminé, le coût estimé a été majoré pour considérer le degré de précision associé à la méthode employée. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers du Centre de services scolaire sont normalement employés pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés dans les états financiers du Centre de services scolaire.

Notes complémentaires au rapport financier (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2021

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de la période et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de service.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. À l'exception des terrains, le coût des immobilisations corporelles est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de leur durée de vie utile, comme suit :

Aménagements de terrain	10 ou 20 ans
Bâtiments et améliorations majeures aux bâtiments	15 à 50 ans
Matériel et équipement	3 à 15 ans
Équipements spécialisés reliés à l'éducation	10 ou 20 ans
Documents de bibliothèque	10 ans
Manuels scolaires – achats initiaux	5 ans
Matériel roulant	5 ans
Développement informatique	5 ans
Réseau de télécommunication	20 ans

Le coût des immobilisations corporelles détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements minimaux exigibles au titre de la location, sans excéder la juste valeur de l'actif loué.

Les immobilisations en cours de construction, en développement ou en mise en valeur ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les œuvres d'art et les trésors historiques sont constitués principalement de peintures, de sculptures, de dessins et d'installations et leur coût est imputé aux charges de la période au cours de laquelle ils sont acquis.

Les œuvres d'art qui sont acquises en vertu de la *Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics* sont capitalisées.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition avec en contrepartie un passif dans le poste « Subventions d'investissement reportées », à l'exception des terrains où la contrepartie est constatée dans les revenus de la période d'acquisition. Les subventions d'investissement reportées sont virées graduellement aux résultats de fonctionnement selon la même méthode d'amortissement et sur la même durée que les immobilisations concernées.

Notes complémentaires au rapport financier (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2021

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Immobilisations corporelles (suite)

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Centre de services scolaire de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur immobilisations corporelles sont passées en charges au poste des résultats « Activités relatives aux biens meubles et immeubles ». Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Stocks de fournitures

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours du ou des prochains exercices financiers. Ces stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette.

Charges payées d'avance

Les charges payées d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont le Centre de services scolaire bénéficiera au cours du ou des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où le Centre de services scolaire bénéficie des services acquis.

Revenus

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'exercice au cours duquel les opérations ou les faits dont ils découlent. Les revenus qu'il serait trop difficile de mesurer avant leur encaissement sont comptabilisés au moment de la réception des fonds. Les sommes reçues ou à recevoir concernant des revenus qui seront gagnés dans une année ultérieure sont reportées et présentées à titre de revenus reportés.

Plus spécifiquement :

Subventions et subventions reportées

Les subventions du ministère de l'Éducation (MEQ) sont constatées dans la période où le Centre de services scolaire a satisfait aux critères d'admissibilité prescrits dans les règles budgétaires de l'année scolaire. À l'exception des allocations consenties aux fins de perfectionnement et visant à rencontrer les dispositions des conventions collectives et de certaines allocations pour lesquelles le MEQ a autorisé le report, les revenus de subvention versés par le MEQ, conformément aux dispositions des règles budgétaires, ne sont pas reportés.

Notes complémentaires au rapport financier (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2021

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Taxe scolaire

Les revenus de la taxe scolaire sont constatés sur la période couverte par le rôle de perception. Les modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur. La période couverte par les factures annuelles de taxe scolaire est du 1^{er} juillet au 30 juin. La taxe scolaire est imposée sur la valeur ajustée. La valeur ajustée est déterminée par l'application de l'étalement, sur trois ans, de la variation entre la valeur uniformisée effective au 31 décembre de la dernière année du rôle précédent et celle figurant au nouveau rôle qui prend effet au 1^{er} janvier suivant.

Les revenus tenant lieu de taxe scolaire sont constatés dans la période au cours de laquelle les sommes sont encaissées.

Ventes de biens et services et revenus divers

Les revenus provenant de la vente de biens et de services et revenus divers sont constatés dans la période au cours de laquelle ont eu lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu.

Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu. Les charges comprennent le coût des biens consommés dans le cadre des activités de fonctionnement de l'exercice et qui peuvent être rattachées à ces activités et des services obtenus au cours de la période, ainsi que les pertes réalisées. Les montants comprennent aussi l'amortissement du coût des immobilisations pour la période.

Opérations interentités

Les opérations interentités sont des opérations conclues entre entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumis à son contrôle partagé.

Les actifs reçus sans contrepartie d'une entité incluse au périmètre comptable du gouvernement du Québec sont constatés à leur valeur comptable. Quant aux services reçus à titre gratuit, ils ne sont pas comptabilisés. Les autres opérations interentités ont été réalisées à la valeur d'échange, c'est-à-dire au montant convenu pour la contrepartie donnée en échange de l'élément transféré ou du service fourni.

Notes complémentaires au rapport financier (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2021

3. MODIFICATIONS COMPTABLES

Adoption de nouvelles normes comptables

Au cours de l'exercice, le Centre de services scolaire a adopté la norme suivante :

Paiements de transfert

Le 9 mars 2021, le gouvernement du Québec a annoncé sa décision de modifier l'application de la norme comptable sur les paiements de transfert. Cette modification entraîne une comptabilisation plus rapide des subventions à recevoir dans les états financiers du Centre de services scolaire puisqu'elle se fera sur la période de réalisation des travaux admissibles de l'organisme scolaire. Cette modification a été appliquée rétroactivement avec redressement des états financiers des exercices antérieurs.

Ainsi, les modifications apportées au 1^{er} juillet 2019 consistent principalement à comptabiliser une subvention d'investissement à recevoir et une subvention d'investissement reportée. En contrepartie, la subvention de financement relative aux immobilisations a été annulée.

Cette modification de méthode comptable a pour effet d'augmenter (de diminuer) les postes suivants des états financiers :

	2020	2020	2020
	Avant redressement	Redressé	Impacts
Actifs financiers			
Subvention d'investissement à recevoir		78 287 377	78 287 377
Subvention de financement – immobilisation avant le 1 ^{er} juillet 2008	2 300 057		(2 300 057)
Subvention de financement – immobilisation après le 1 ^{er} juillet 2008	6 731 214		(6 731 214)
Passifs			
Subvention d'investissement reportée	-	(69 329 983)	69 329 983
Excédent (déficit accumulé) et actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	18 633 232	18 559 355	(73 877)

Notes complémentaires au rapport financier (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2021

3. MODIFICATIONS COMPTABLES (suite)

Par ailleurs, cette modification de méthode comptable n'a aucun effet sur l'excédent de l'exercice.

	2020	2020	2020
	Avant		
	redressement	Redressé	Impacts
Revenus			
Subvention pour le service de la dette – paiement de capital sur la dette à long terme faisant l'objet d'une promesse de subvention	7 206 721	1 876 721	(5 330 000)
Subvention – financement	(1 334 665)	(4 551)	1 330 114
Subvention d'investissement – dépenses d'investissement non capitalisables	-	114 060	114 060
Amortissement de la subvention d'investissement reportée	35 853	3 921 679	3 885 826
Excédent d'exercice	114 499	114 499	—

4. SUBVENTIONS À RECEVOIR

Subvention de fonctionnement à recevoir

Le détail des différentes subventions de fonctionnement à recevoir est présenté à la page 21 du rapport financier. Les subventions de cette catégorie provenant du gouvernement du Québec sont détaillées dans cette page. Pour les transferts provenant du gouvernement du Canada, elles sont présentées dans le compte « Débiteurs » à la page 23.

	2021	2020
Total des subventions de fonctionnement à recevoir du gouvernement du Québec	5 857 846	9 722 467

Subventions d'investissement à recevoir

Le détail des différentes subventions d'investissement à recevoir est présenté à la page 22 du rapport financier.

Notes complémentaires au rapport financier (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2021

5. EMPRUNTS TEMPORAIRES

Le détail des emprunts temporaires est présenté à la page 30 du rapport financier. Les acceptations bancaires et les emprunts temporaires sont autorisés mensuellement par le MEQ. La marge de crédit autorisée est de 36 295 299 \$ (29 897 016 \$ au 30 juin 2020). Les acceptations bancaires, échéant le 8 juillet 2021, portent intérêt à des taux de 0,71 % (0,82 % au 30 juin 2020) et sont garanties par le MEQ.

6. CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS À PAYER

	2021	2020
Salaires courus, déductions et charges sociales	5 484 990	4 756 785
Autres créditeurs et frais courus – ministères et organismes du gouvernement du Québec	-	-
Autres créditeurs et frais courus – autres que ministères et organismes du gouvernement du Québec	8 079 662	5 253 020
Taxes à la consommation à payer	-	-
Intérêts courus	601 038	544 197
	14 165 690	10 554 002

7. REVENUS REPORTÉS

Subvention d'investissement reportée

Le détail de la subvention d'investissement reportée est présenté à la page 32 du rapport financier.

Notes complémentaires au rapport financier (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2021

8. PROVISION POUR AVANTAGES SOCIAUX

Le détail des provisions pour avantages sociaux est présenté à la page 34 du rapport financier.

Parmi les obligations à long terme découlant d'avantages sociaux accordés à des salariés, le Centre de services scolaire dispose d'un programme d'accumulation de congés de maladie, conformément aux diverses conventions collectives en vigueur jusqu'au 30 juin 2016, ce programme permettait à certains employés d'accumuler les journées non utilisées de congés de maladie auxquelles ils avaient droit annuellement et de se les faire monnayer en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès. Par ailleurs, dans un contexte de départ en préretraite, les employés peuvent faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées. Depuis le 1^{er} juillet 2016, les employés ne peuvent plus accumuler les congés de maladie acquis après cette date. Les congés de maladie seront payés annuellement au 30 juin s'ils ne sont pas utilisés à cette date.

9. DETTES À LONG TERME FAISANT L'OBJET D'UNE PROMESSE DE SUBVENTION

	2021	2020
Règles budgétaires		
Effet à payer, valeur nominale de 5 550 000 \$, 1,972 %, remboursable par 5 versements annuels de 222 000 \$ et un versement final de 3 552 000 \$, échéant en septembre 2026	4 662 000	4 884 000
Effet à payer, valeur nominale de 4 428 000 \$, 2,238 %, remboursable par 2 versements annuels de 946 000 \$ et un versement final de 644 000 \$, échéant en mars 2024	2 536 000	3 482 000
Effet à payer, valeur nominale de 3 800 000 \$, 2,478 %, remboursable par un versement annuel de 152 000 \$ et un versement final de 2 888 000 \$, échéant en septembre 2023	3 040 000	3 192 000
Effet à payer, valeur nominale de 5 150 000 \$, 2,990 %, remboursable par 23 versements annuels de 206 000 \$, échéant en mars 2044	4 738 000	4 944 000
Effet à payer, valeur nominale de 8 458 000 \$, 3,325 %, remboursable par 3 versements annuels de 380 000 \$ et un versement final de 5 038 000 \$, échéant en septembre 2024	6 178 000	6 558 000

Effet à payer, valeur nominale de 8 068 000 \$, 1,9928 %, remboursable par 2 versements annuels de 506 000 \$ et un versement final de 5 538 000 \$, échéant en octobre 2024	6 550 000	7 056 000
Effet à payer, valeur nominale de 18 171 000 \$, 2,905 %, remboursable par 5 versements annuels de 803 000 \$ et un versement final de 11 747 000 \$, échéant en octobre 2024	15 762 000	16 565 000
Effet à payer, valeur nominale de 18 671 000 \$, 2,944 %, remboursable par 3 versements annuels de 1 456 000 \$ et un versement final de 5 567 000 \$, échéant en septembre 2024	9 935 000	11 391 000
Effet à payer, valeur nominale de 945 000 \$, 0,754 %, remboursable par 2 versements annuels de 315 000 \$, échéant en avril 2023	630 000	945 000
Effet à payer, valeur nominale de 2 889 000 \$, 2,102 %, remboursable par 16 versements annuels de 160 000 \$ et un versement final de 169 000 \$, échéant en avril 2038	2 729 000	2 889 000
Effet à payer, valeur nominale de 6 743 000 \$, 2,274 %, remboursable par 23 versements annuels de 270 000 \$ et un versement final de 263 000 \$, échéant en avril 2045	6 473 000	6 743 000
Effet à payer, valeur nominale de 12 532 000 \$, 2,847 %, remboursable par 25 versements annuels de 504 154 \$, échéant en avril 2046	12 603 842	--
Effet à payer, valeur nominale de 1 168 000 \$, 0,698 %, remboursable par 3 versements annuels de 389 996 \$, échéant en avril 2024	1 169 989	--
	77 006 831	68 649 000

Échéancier des dettes qui font l'objet d'une promesse de subvention au 30 juin 2021

	6 310 150	
2022	9 046 150	
2023	10 573 150	
2024	12 770 154	
2025	2 165 154	
2026	<u>36 142 073</u>	
2027 et années suivantes	77 006 831	

Notes complémentaires au rapport financier (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2021

10 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le détail des immobilisations corporelles par catégorie est présenté aux pages 40 à 48 du rapport financier.

Le total des immobilisations inclut :

Les immobilisations en cours de construction, de développement ou de mise en valeur pour un total de 11 987 282 \$ (2 489 125 \$ au 30 juin 2020), soit 11 406 119 \$ (2 142 742 \$ au 30 juin 2020) pour des bâtiments et 581 163 \$ (346 383 \$ au 30 juin 2020) en aménagement. Aucune charge d'amortissement n'est associée à ces immobilisations.

11. FLUX DE TRÉSORERIE

	2021	2020
Les intérêts payés au cours de la période s'élèvent à :	1 852 759	1 830 809
Les intérêts reçus au cours de la période s'élèvent à :	--	--

Notes complémentaires au rapport financier (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2021

12. OBLIGATIONS ET DROITS CONTRACTUELS

Obligations contractuelles

Dans le cadre de ses opérations, le Centre de services scolaire a conclu différents accords à long terme dont les plus importants ont donné lieu aux obligations contractuelles suivantes :

- a) Un montant de 5 034 767 \$ pour des contrats de construction, de rénovation d'écoles et d'aménagement de terrains à être réalisés en 2021-2022.
- b) Un montant de 1 952 965 \$ pour des contrats d'entretien ménager, paysager et autres, échéant le 30 juin 2023.
- c) Un montant de 4 681 088 \$ indexé selon l'indice des prix à la consommation pour des contrats de transport scolaire échéant le 30 juin 2022.

13. APPARENTÉS

Le Centre de services scolaire est apparenté avec toutes les entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumis à son contrôle conjoint. Il est également apparenté à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi qu'aux entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de la commission scolaire. Le principal dirigeant est le directeur général du Centre de services scolaire.

Au cours de l'exercice, le Centre de services scolaire a reçu à titre gratuit d'une entité contrôlée par le gouvernement du Québec, des troussees audiovisuelles qui ont été comptabilisées pour un montant de 255 238 \$ à titre d'immobilisations et de revenus reportés. Ce montant représente la valeur comptable nette des troussees audiovisuelles au moment du transfert.

À l'exception des opérations présentées ci-dessus, le Centre de services scolaire n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées. Aussi, le Centre de services scolaire n'a pas conclu d'opération commerciale autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles, qui sont divulguées distinctement aux pages 190 et 191 du rapport financier.

Aucune transaction n'a été conclue entre le Centre de services scolaire et ses principaux dirigeants, leurs proches parents et les entités pour lesquelles ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives.

Notes complémentaires au rapport financier (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2021

Les débiteurs incluent un montant de 809 391 \$ (799 639 \$ au 30 juin 2020) de comptes clients avec les ministères et organismes du gouvernement du Québec. Les créditeurs ou charges à payer incluent un montant de 47 594 \$ (1 460 322 \$ au 30 juin 2020) de créditeurs et frais courus avec les ministères et les organismes du gouvernement du Québec. Ces comptes clients et ces créditeurs et frais courus sont payables dans les 30 jours suivant la réception du service.

14. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Le Centre de services scolaire est exposé à divers types de risques. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de l'état de la situation financière, soit au 30 juin 2021.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie d'un instrument financier fasse défaut à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiel pour le Centre de services scolaire sont liés à ses débiteurs excluant les taxes à la consommation et à ses subventions à recevoir. Afin de réduire son risque de crédit, le Centre de services scolaire analyse régulièrement le solde de ses débiteurs et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La valeur comptable des principaux actifs du Centre de services scolaire représente l'exposition maximale du Centre de services scolaire au risque de crédit.

Le tableau suivant présente la balance chronologique des débiteurs excluant les taxes à la consommation, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 30 juin 2021.

Notes complémentaires au rapport financier (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2021

	2021	2020
Débiteurs		
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	1 902 326	1 391 503
De 30 à 60 jours suivant la date de facturation	74 947	135 593
De 61 à 90 jours suivant la date de facturation	46 957	15 158
Plus de 90 jours suivant la date de facturation	154 839	211 355
Sous-total	2 179 069	1 753 709
Moins la provision pour créances douteuses	(90 484)	(78 817)
Total des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses	2 088 585	1 674 892

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Centre de services scolaire éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Le Centre de services scolaire est exposé à ce risque principalement en regard à ses emprunts temporaires, ses créditeurs et frais courus à payer à l'exception des déductions à la source, certains postes composant la provision pour avantages sociaux (les vacances et les autres congés sociaux) et ses dettes à long terme. Afin de gérer son risque de liquidité, le Centre de services scolaire effectue une analyse quotidienne de ses liquidités et emprunte les sommes nécessaires selon les besoins quotidiens en fonction d'un montant maximal autorisé par le MEQ.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers du Centre de services scolaire se détaillent comme suit :

30 juin 2021	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	7 098 895	-	-	-	7 098 895
Créditeurs et frais courus à payer, à l'exception des déductions à la source	14 165 690	-	-	-	14 165 690
Dettes à long terme	6 310 150	19 619 300	14 935 308	36 142 073	77 006 831
Provision pour avantages sociaux	2 935 514	-	-	-	2 935 514

Notes complémentaires au rapport financier (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2021

30 juin 2020	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	10 498 349	-	-	-	10 498 349
Créditeurs et frais courus à payer, à l'exception des déductions à la source	10 554 002	-	-	-	10 554 002
Dettes à long terme	5 416 000	13 568 000	21 945 000	27 720 000	68 649 000
Provision pour avantages sociaux	3 353 036	-	-	-	3 353 036

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un actif et passif financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Considérant la nature de ses activités, le Centre de services scolaire est seulement exposé au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des actifs et passifs financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces actifs et passifs financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les actifs et passifs financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent le Centre de services scolaire à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux fixe sont les prêts et les dettes à long terme. Les actifs et passifs financiers à taux variables sont les emprunts temporaires.

Considérant que le Centre de services scolaire comptabilise ses actifs et passifs financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que le Centre de services scolaire prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu.

Notes complémentaires au rapport financier (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2021

15. INCIDENCE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

Au mois de mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme une pandémie mondiale, qui continue de se propager au Canada et dans le monde.

La pandémie de COVID-19 et les mesures prises en réaction à son éclosion ont entraîné des perturbations temporaires importantes des activités du Centre de services scolaire.

Le Centre de services scolaire a pris et continuera de prendre des mesures à la suite de ces événements afin d'en minimiser les répercussions. Toutefois, à la date de mise au point définitive des états financiers, la durée et les incidences de la COVID-19 restent inconnues. Par conséquent, il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie de COVID-19 pourraient avoir sur les résultats financiers, les flux de trésorerie et la situation financière du Centre de services scolaire pour les périodes futures.

16. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'année financière 2020 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2021.

Annexe A

Exercice terminé le 30 juin 2021

VENTILATION DES REVENUS

	Budget	Résultats réels	
	2021	2021	2020
	\$	\$	\$
FONCTIONNEMENT			(redressé)
Subventions de fonctionnement du MEQ			
Subvention de fonctionnement – Jeunes – Adultes - FP	59 193 916	74 980 269	59 826 835
Subvention d'investissement – Dépenses d'inv. non capitalisables	-	80 722	-
Subvention d'équilibre	12 478 553	-	11 810 671
Ajustement de la subvention de fonctionnement de l'année précédente	--	2 257 761	133 342
Subvention du service de la dette	7 065 130	1 828 878	7 206 722
Subvention pour le transport scolaire	2 408 959	2 550 364	2 589 392
Subvention reportée – Provision pour perfectionnement conventionné	--	1 468	(12 236)
Autres subventions de fonctionnement reportées	--	(63 000)	66 029
Variation de la subvention - financement	277 422	-	(1 334 665)
	81 423 980	81 636 462	80 286 090
Autres subventions et contributions			
Subventions du gouvernement provincial	50 000	38 137	81 308
Subventions du gouvernement fédéral	61 000	133 069	46 545
	111 000	171 206	127 853
Taxes scolaires			
Revenus tenant lieu de taxes	26 310	20 772	22 281
Taxe scolaire – année courante	3 001 546	3 048 950	3 379 936
Taxe scolaire – années antérieures	20 000	16 958	10 885
	3 047 856	3 086 680	3 413 102

Annexe A (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2021

VENTILATION DES REVENUS

	Budget	Résultats réels	
	2021	2021	2020
	\$	\$	\$
Droits de scolarité et droits chargés relatifs à un cours			(redressé)
Droits de scolarité pour élèves extérieur Québec	--	141 804	49 758
Autres frais de scolarisation – Effectif scolaire adulte	2 500	28 020	25 895
Revenus – Cours en formation professionnelle	1 200 000	1 289 799	922 590
Revenus – Cours en formation générale des adultes	96 975	103 046	61 879
	1 299 475	1 562 669	1 060 122
Ventes de biens et services			
Fournitures et matériels scolaires	446 525	456 155	415 346
Surveillance et transport du midi	589 800	565 365	388 106
Services de garde	1 758 566	1 495 257	1 213 020
Autres activités chargées aux usagers	1 162 965	906 423	1 142 388
Autres ventes de biens et services	1 149 488	353 870	604 749
	5 107 344	3 777 070	3 763 609
Revenus divers			
Revenus de location d'immeubles	359 434	358 361	375 151
Participation financière d'un organisme pour charges de fonctionnement	217 858	66 988	98 798
Publicité et commandite	56 000	73 772	41 666
Intérêts, pénalités et frais de retard	55 000	19 735	50 080
Recouvrement des dépenses des années antérieures	--	76 418	--
Subvention – financement (passif environnemental – réévaluation)	--	--	--
	688 292	595 274	565 695

Annexe B

Exercice terminé le 30 juin 2021

VENTILATION DES CHARGES

	Résultats réels				
	Budget 2021 \$	Rémunération et contribution de l'employeur 2021 \$	Autres charges 2021 \$	Total	
				2021 \$	2020 \$
Enseignement et formation					(redressé)
Éducation préscolaire	3 065 916	3 220 555	96 509	3 317 064	3 036 411
Enseignement primaire	17 200 235	15 796 073	355 089	16 151 162	16 008 977
Enseignement secondaire général	11 906 751	11 889 790	624 550	12 514 340	11 763 185
Formation professionnelle	5 589 329	5 346 240	1 837 861	7 184 101	7 332 721
Enseignement particulier	1 928 945	2 734 916	116 163	2 851 079	2 565 923
Formation générale des adultes	1 781 380	1 504 574	79 925	1 584 499	1 709 432
	41 472 556	40 492 148	3 110 097	43 602 245	42 416 649
Soutien à l'enseignement et à la formation					
Gestion des écoles et des centres	6 251 060	5 450 662	774 975	6 225 637	6 025 118
Moyens d'enseignement	2 072 932	1 551 664	530 540	2 082 204	1 876 542
Services complémentaires	7 407 926	6 805 968	65 346	6 871 314	6 526 492
Services pédagogiques particuliers et de formation d'appoint	5 346 457	3 567 303	34 088	3 601 361	3 196 160
Animation et développement pédagogique	1 781 449	1 472 845	94 003	1 566 848	1 698 010
Perfectionnement du personnel enseignant et autres personnels de soutien à l'enseignement	467 951	128 892	61 860	190 752	285 425
Activités sportives, culturelles et sociales	2 889 542	458 561	737 241	1 195 802	1 713 467
	26 217 317	19 435 895	2 298 053	21 733 918	21 321 214
Services d'appoint					
Aide à la pension et au transport	12 000	--	21 050	21 050	--
Service alimentaire	154 100	56 129	65 453	121 582	129 745
Transport scolaire	4 762 896	--	5 048 691	5 048 691	4 534 700
Service de garde	2 485 277	2 520 741	105 313	2 626 054	2 588 013
	7 414 273	2 576 870	5 240 507	7 817 377	7 252 458

Annexe B (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2021

VENTILATION DES CHARGES

	Résultats réels				
	Budget 2021 \$	Rémunération et contribution de l'employeur 2021 \$	Autres charges 2021 \$	Total	
				2021 \$	2020 \$
Activités administratives					(redressé)
Conseil d'administration et comités	42 100	10 627	18 522	29 150	146 817
Gestion	2 799 457	2 722 231	465 354	3 187 585	2 697 050
Services corporatifs	1 584 370	762 878	838 915	1 601 793	1 261 792
Perfectionnement	121 045	2 664	51 948	54 612	40 420
	4 546 972	3 498 400	1 374 739	4 873 139	4 146 079
Activités relatives aux biens meubles et immeubles					
Entretien et amortissement des biens meubles	2 020 880	--	2 285 742	2 285 742	1 847 840
Conservation et amortissement des biens immeubles	5 816 432	914 872	5 146 239	6 061 111	5 344 163
Entretien ménager	1 882 862	63 392	1 955 593	2 018 985	1 898 811
Consommation énergétique	1 439 000	--	1 489 202	1 489 202	1 445 376
Location d'immeubles	5 500	--	5 500	5 500	5 500
Protection et sécurité	111 500	221 404	489 815	711 219	356 354
Amélioration, transformation et rénovation majeure non capitalisables	299 584	--	594 751	594 751	221 282
	11 575 758	1 199 668	11 966 842	13 166 510	11 119 326
Activités connexes					
Financement	2 240 953	--	1 979 215	1 979 215	2 112 835
Projets spéciaux	466 060	161 820	53 993	215 813	209 945
Rétroactivité	--	4 236 829	2 000	4 238 829	4 000
Sécurité d'emploi	--	--	--	--	20 980
Variation des provisions	14 507	--	5 075	5 075	34 081
Prêts de services	--	--	--	--	28 041
	2 721 520	4 398 649	2 040 283	6 438 932	2 409 882

Annexe B (suite)

Exercice terminé le 30 juin 2021

SOMMAIRE DES CHARGES PAR NATURE

	Budget	Résultats réels	
	2021	2021	2020
	\$	\$	\$
Rémunération			(redressé)
Personnel cadre et administrateurs	4 462 453	4 872 207	4 516 212
Personnel enseignant et suppléance	39 702 037	41 567 288	38 637 489
Personnel professionnel	4 156 312	3 879 894	4 072 523
Personnel de soutien	12 731 893	13 869 591	11 969 002
Provisions avantages sociaux futurs	20 000	(417 522)	415 875
Contribution de l'employeur	7 044 461	7 412 651	6 947 309
	68 117 156	71 184 109	66 558 410
Autres charges			
Frais de déplacement	629 745	191 528	426 123
Fournitures et matériel	4 504 372	5 436 689	4 036 109
Services, honoraires et contrats	11 434 506	11 957 033	10 156 321
Amortissement et équipements non capitalisables	5 720 004	5 901 698	5 214 036
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	--	--	56 342
Frais de financement	2 240 953	1 979 215	2 112 835
Autres charges	1 321 660	564 327	577 649
	25 851 240	26 030 490	22 579 415
	93 968 396	97 214 599	89 137 825

Annexe C

Exercice terminé le 30 juin 2021

VENTILATION DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ

	2021 \$	2020 \$
Écoles primaires		
Saint-Sauveur	(83 599)	31 869
Papillon-d'Or	16 292	11 347
Charles-René-Lalande	18 114	14 643
Louis-Querbes	19 652	16 938
Notre-Dame-de-Fatima	(1 260)	41 392
Chanoine-Delisle	29 950	26 218
Or-et-de-Champs-de-Mars	48 716	38 676
Saint-Joseph	56 484	62 812
Sainte-Lucie	40 307	34 731
Sainte-Marie	37 117	35 448
Saint-Isidore	25 595	26 384
Des Explorateurs	50 713	29 093
Saint-Philippe	24 172	23 546
	282 253	393 097
Écoles secondaires		
Le Transit	84 136	72 123
La Concorde	49 562	43 837
Le Tremplin	64 187	54 575
Le Carrefour	135 529	128 367
	333 414	298 902
Formation générale – Adultes		
Centre L'Horizon	323 871	291 594
Formation professionnelle et service aux entreprises		
Centre de formation professionnelle de Val-d'Or	696 179	420 128
Services centralisés		
Ensemble des services centralisés	15 202 753	17 155 634
Total – Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois	16 838 470	18 559 355